

Covid-19 : au cœur d'une fête clandestine à Paris

EN IMAGES - «On a décidé d'entrer en résistance et de lancer cet appel à se cacher ensemble pour faire la fête car les jeunes n'ont plus aucun espace pour exister ensemble», a dit un organisateur.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 6 heures, mis à jour il y a 6 heures



L'adresse a été communiquée par mail au dernier moment. *DAPHNE ROUSSEAU / AFP*

Une fête immense et illégale où 300 jeunes étaient réunis dans la clandestinité sur une ancienne voie ferrée s'est tenue à Paris samedi 21 novembre, selon un récit fait par l'AFP. Les faits ont eu lieu dans le 13^e arrondissement, le temps d'une nuit.

L'adresse a été communiquée par mail au dernier moment et les consignes étaient strictes : arriver en toute discrétion, seul ou par très petits groupes, entre 20h et 21h, avec son billet réservé. Les 300 sésames pour cette soirée baptisée «*I want to break free*» se sont vendus 15 euros via une plateforme sur internet. Les places sont parties en quelques heures.



Le billet d'entrée était de 15 euros. *DAPHNE ROUSSEAU / AFP*

Après un portail et une première porte, il fallait avancer longtemps en longeant des rails, à la seule lumière de son téléphone portable, pour déboucher sur une scène spectaculaire. Une cathédrale de béton, haute de 20 mètres, recouverte de guirlande lumineuses, de néons, de dessins psychédéliques projetés au plafond et qui vibrait au son de puissantes enceintes. Il y avait aussi un coin bar, un dancefloor, une scène pour les DJ.

Sous la musique techno qui déchirait l'air dense du tunnel, des centaines de personnes en transe piétinaient le sol poussiéreux ou discutaient, buvaient ou flirtaient dans les coins.

«On a décidé d'entrer en résistance et de lancer cet appel à se cacher ensemble pour faire la fête car les jeunes n'ont plus aucun espace pour exister ensemble, ils vivent dans un manque terrible, on essaye de continuer à leur apporter ça, malgré les risques», a expliqué à l'AFP l'organisateur de 27 ans, Alexandre (prénom modifié). *«On a ce savoir-faire maintenant. On peut, en moins de deux heures, s'installer n'importe où et monter une soirée très discrète comme celle-là»,* s'est justifié l'organisateur, fondateur du jeune collectif spécialisé dans les soirées clandestines et l'«urbex» (exploration des friches industrielles et lieux abandonnés).

Public hétéroclite

Son collectif fonctionne via un groupe Facebook fermé, qui marche par cooptation. Loin des milieux des «free parties», adeptes des squats et des idéologies libertaires, ou des milieux festifs LGBT, cette communauté, la seule à maintenir des fêtes de cette ampleur en plein confinement, rassemble un public parisien hétéroclite. Ce samedi soir-là, il y avait aussi bien des quarantenaires d'apparence rangée que des étudiants, des «modeux», des militants de gauche ou des milieux LGBT et quelques jeunes de banlieue.

«A titre personnel, je suis en CDI, c'est mon premier boulot et je travaille beaucoup, j'ai vraiment besoin de décompresser. Avec le confinement, il y a un déséquilibre dans ma vie, je ne suis pas sorti de mon appartement depuis un mois, cette fête c'est une question de santé mentale pour moi», a dit Ivan, 23 ans, développeur, venue avec sa petite-amie américaine.

«Là je ressens de l'euphorie pure, c'est le seul moment qui permet de tout oublier, d'arrêter de vivre au fil des chiffres des morts et des entrées en réanimation».

Alors que l'état d'urgence sanitaire interdit tout rassemblement public, d'autant plus à des fins commerciales, les organisateurs encourent 15.000 euros d'amende et un an de prison, pour *«mise en danger de la vie d'autrui»*.

«Généralement la police intervient sur les fêtes clandestines lorsqu'elle est requise par les voisins, notamment pour du tapage», a expliqué une source policière. Mais là, loin de tout, *«il n'y a pas eu d'intervention à cette adresse»*.